



In Situ

Revue des patrimoines

34 | 2018

Lieux de pouvoirs. Architectures administratives dans la France contemporaine, 1945-2013. Avant/Après la décentralisation

L'hôtel de région de Midi-Pyrénées

The Midi-Pyrénées 'hôtel de région'

Roland Chabbert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15734>

DOI : 10.4000/insitu.15734

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Roland Chabbert, « L'hôtel de région de Midi-Pyrénées », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 04 mai 2018, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/15734> ; DOI : 10.4000/insitu.15734

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'hôtel de région de Midi-Pyrénées

The Midi-Pyrénées 'hôtel de région'

Roland Chabbert

Introduction

- 1 Depuis 2004, la région Midi-Pyrénées est compétente en matière d'Inventaire général du patrimoine culturel. Elle a confié au service de la connaissance du patrimoine une étude historique et architecturale sur l'hôtel de région afin de faire connaître au plus grand nombre la valeur patrimoniale du bâtiment qui abrite l'institution et qui fut l'un des premiers à sortir de terre, au début des années 1980. Devenues des collectivités territoriales, les régions durent se mettre en quête de locaux dont l'architecture serait à la hauteur des nouvelles responsabilités qui leur incombent. À Toulouse, la décision de construire un bâtiment qui affirme la fonction et la modernité de l'institution fut prise assez rapidement et l'on confia à Jean-Pierre Estrampes la conception d'un immeuble fonctionnel. Si les références à l'architecture américaine sont évidentes, l'emploi délibéré de matériaux locaux prouve que l'on a aussi souhaité ancrer l'édifice dans le terroir. Le programme d'origine prenait en compte le confort des usagers, privilégiait déjà l'éclairage naturel et intégrait même l'ameublement. L'immeuble conçu clé en main a fait l'objet d'extensions depuis mais il reste préservé.

Des régions de programme aux régions administratives

- 2 Au milieu des années 1950, les circonscriptions territoriales que sont les régions prennent forme. Un décret daté du 30 juin 1955¹ crée 21 régions économiques de programme qui sont transformées, le 7 janvier 1959, en circonscriptions d'action régionale, où, sous la présidence d'un préfet appelé coordonnateur, une conférence interdépartementale émet un avis sur la préparation des plans de développement économique et d'aménagement du territoire dans la circonscription régionale.

- 3 Si le président de Gaulle avait prévu dès 1969 l'élargissement du rôle des régions, l'échec du référendum du 27 avril 1969, emporté par le non à 52,41 % des suffrages, a temporairement marqué une pause dans le processus de régionalisation. Les institutions régionales restent jusque vers 1975 de simples structures administratives, dépourvues de toute légitimité démocratique.
- 4 Le 5 juillet 1972, « Il est créé, dans chaque circonscription d'action régionale, qui prend le nom de région, un établissement public qui reçoit la même dénomination ». L'« établissement public régional » (EPR), doté d'une personnalité juridique, dispose de l'autonomie budgétaire. La loi définit aussi les acteurs de l'administration régionale : « Le conseil régional par ses délibérations, le Conseil économique et social par ses avis, et le préfet de région par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations, concourent à l'administration de la région » (article 3).
- 5 Dix ans plus tard, les grandes lois de décentralisation, dites lois Defferre, font des régions des collectivités territoriales à part entière et, à partir de 1986, les conseillers régionaux, élus au suffrage universel direct, disposent du pouvoir exécutif jusqu'alors détenu par le préfet, fonctionnaire de l'État.

À la recherche de locaux dignes des nouvelles responsabilités

- 6 Dès le second semestre 1982, l'établissement public régional de Toulouse se met en quête d'un emplacement pour installer la nouvelle institution et symboliser le rôle de la région dans la nouvelle politique de décentralisation. Un rapport préliminaire², rédigé le 17 mai 1982 par le bureau du conseil régional, indique que cet emplacement ne doit pas être choisi sur des critères uniquement pratiques (possibilités d'accès, de stationnement) mais qu'il doit affirmer « la place de l'institution nouvelle dans l'espace urbain de l'agglomération et dans la cité ». On considère ainsi que le nouveau bâtiment devra marquer la ville et le quartier choisi de sa présence, à l'image du parlement, de l'évêché ou de l'hôtel de ville, dont l'architecture ponctue l'histoire de Toulouse.
- 7 Le bureau du conseil régional ne souhaite pas que le bâtiment soit édifié dans un tissu urbain trop lâche, où il serait difficilement identifiable et perdrait sa valeur symbolique : une implantation dans la grande périphérie ne peut donc être envisagée. Par ailleurs, c'est en centre-ville que se concentrent nombre d'activités commerciales, tertiaires, institutionnelles, et la création de l'établissement public régional ne doit pas aggraver la situation. L'implantation la plus judicieuse s'avère donc dans la première couronne urbaine autour des boulevards, à l'exclusion du quartier Compans-Cafarelli, où la concentration d'établissements publics est déjà importante ; sept sites sont donc présélectionnés dans ce périmètre (**fig. 1**).

Figure 1

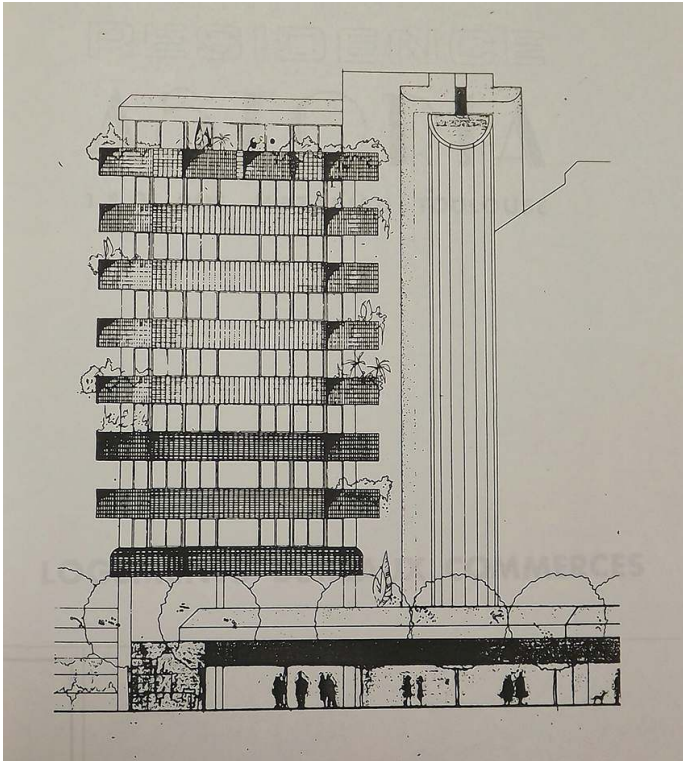


Plan de situation des divers emplacements possibles pour établir le siège du Conseil Régional. L'immeuble dit du Raisin (1) ; l'Astoria, 1-3 rue Matabiau (2) ; l'enclos Marengo, rue Bernard Ortes, av. G. Pompidou (3) ; le site de la Croix du Sud, boulevard du Maréchal Juin (4) ; l'immeuble dit du pont des Demoiselles (5) ; le port saint Sauveur (6) ; le Tholose, rue Bayard (7).

© Archives de l'Hôtel de Région.

- 8 Deux types d'opération sont envisagés : l'adaptation aux programmes et besoins de l'établissement public d'immeubles en projet, dont le permis de construire a été accepté, ou l'aménagement d'immeubles en construction au programme architectural déjà précisément défini (fig. 2, fig. 3).

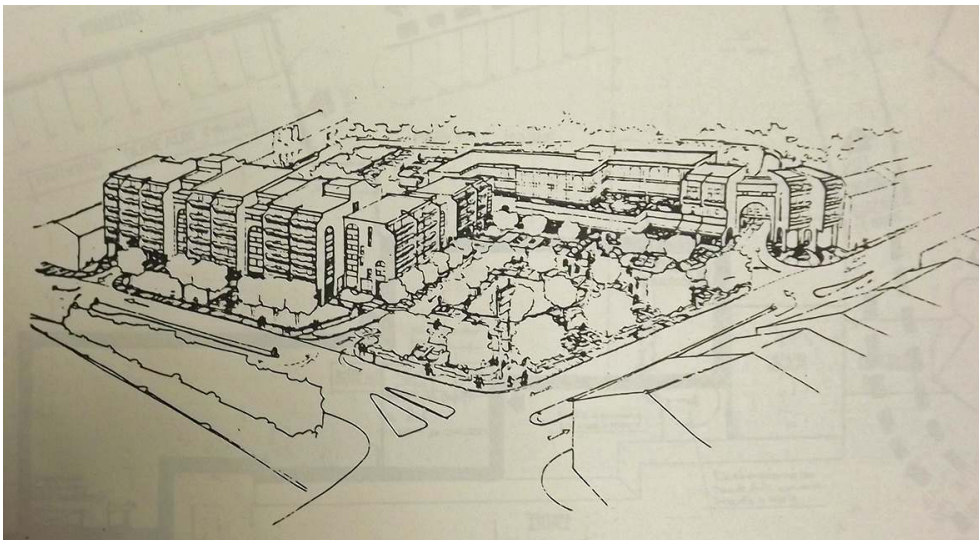
Figure 2



Élévation latérale de l'immeuble dit du Raisin.

© Archives de l'Hôtel de Région.

Figure 3



Vue perspective de l'immeuble pressenti, au pont des Demoiselles.

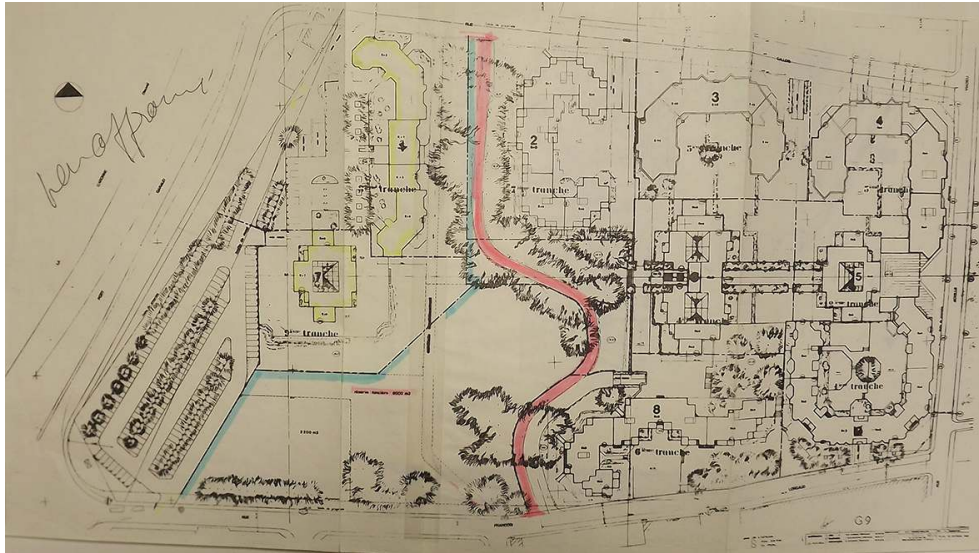
© Archives de l'Hôtel de Région.

- 9 Les immeubles de bureaux en cours de construction présentaient l'avantage de proposer des plateaux qui seraient facilement modifiables. Ils n'offraient toutefois aucune spécificité architecturale qui serve l'image de l'établissement public régional. Ainsi, pour

que la nouvelle institution dispose d'un bâtiment qui possède une identité architecturale propre, le choix se porta sur un programme immobilier qui n'était pas encore abouti et pourrait donc être facilement transformé.

- 10 Le conseil régional privilégia le site de la Croix du Sud où, sur un terrain de 5 hectares délimité par les rues Achille-Viadieu, François-Longaud, des Gallois et le boulevard du Maréchal-Juin (**fig. 4**), la société Manera avait confié à quatre architectes toulousains, Dominique Alet, Bernard Bachelot, Jean-Pierre Estrampes et Jacques Munvez, la conception de plusieurs immeubles abritant 541 logements.

Figure 4



Plan masse prévisionnel du projet de la Croix du Sud sur lequel figurent les différentes tranches ; soulignée en jaune et bleu, la tranche qui sera réservée à l'hôtel de Région.

© Archives de l'Hôtel de Région.

- 11 Pour ce programme, le permis de construire, déposé le 22 septembre 1980 et modifié le 1^{er} avril 1981, autorise la division du terrain en deux ou plusieurs assiettes foncières distinctes. Une première tranche de 67 logements dans un immeuble appelé « le Mermoz » est engagée au début du mois d'octobre 1981 et sa commercialisation remporte un beau succès auprès de la clientèle toulousaine. Le terrain possède en effet un espace vert traversé par une allée plantée d'arbres qui doivent être préservés et devenir un jardin public après sa restitution à la Ville de Toulouse.
- 12 Très vite, des négociations sont engagées avec la société Manera, promoteur et vendeur, par Mme Meilhon, directrice de l'administration régionale, afin de définir précisément quel type d'immeuble il conviendrait de construire pour répondre aux besoins des services régionaux. Le 1^{er} juillet 1982, la société Manera avance même que les travaux pourraient démarrer au plus tard en février 1983, et qu'à la condition de mettre en œuvre au plus vite un planning technique très serré, le conseil régional pourrait prendre possession de son nouveau siège dans le courant du 2^e trimestre 1984. On envisage donc d'intégrer le nouveau projet dans le programme du site déjà défini par la société Manera. Il semble que cette décision soit motivée par le fait que le contrat de vente « en état futur » présente l'avantage, essentiel pour l'acquéreur, de réceptionner un bien intégralement achevé, et que l'ouvrage puisse être exécuté dans les meilleurs délais³.

- 13 Dès le 16 juillet 1982, le président Alex Raymond prévient Francis Beuchard, le P.- D. G. de Manera, que le conseil régional agréé ces propositions et que l'étude doit être immédiatement lancée. Dans le même temps, quoique plusieurs agences d'architectes se déclarent candidates⁴, c'est une convention d'étude qui est chargée d'organiser avec la société la mise au point d'un projet architectural et de définir les conditions financières de réalisation de l'opération. L'avant-projet permettant de déposer le nouveau permis de construire devait être prêt dans un délai de trois mois afin de lancer avant la fin du mois de novembre 1982 la consultation des entreprises. Il était prévu que les travaux durent 18 mois, on propose de livrer à l'administration une tranche fonctionnelle dans un délai plus court. Un rapport présenté au bureau de l'institution par le président Alex Raymond précise les coûts définitifs et le prix de vente plafond. Il est envisagé de supprimer divers éléments de décor ? et de confort, la climatisation notamment, pour un montant d'1 million de francs. « Au-delà, la cohérence qui a été recherchée entre la qualité architecturale, le caractère fonctionnel des installations, l'économie d'entretien et la résistance à l'usure, serait, semble-t-il, compromise ». Dans les semaines qui suivent, l'institution régionale prévoit par délibération une enveloppe de 50 millions de francs sur 3 ans. L'échéancier des paiements est réparti sur trois exercices : 10 millions de francs dès 1982, à la signature du contrat, puis un montant équivalent en 1984, à la livraison de l'établissement ; 30 millions prévus pour l'année 1983, pendant le gros des travaux. Le coût total de l'opération se monte toutefois à plus de 73 millions de francs.
- 14 De fait, l'acte de vente est signé le 6 mai 1983 et les travaux sont rapidement engagés. La première pierre de l'hôtel des institutions régionales est posée le 30 mai et la livraison de l'immeuble est planifiée pour le 8 novembre de l'année suivante. Au mois de mars 1984, la charpente de la verrière, qui domine l'atrium est posée mais le 24 septembre, un attentat vient interrompre les travaux. Une bombe déposée dans l'angle sud-est du bâtiment en construction détruit la cage d'escalier et les locaux avoisinants. Les dégâts sont impressionnants : de nombreuses vitres et portes ont volé en éclats et certaines structures semblent avoir été endommagées. Une tour d'angle doit être reprise en sous-œuvre avec création de contre-murs qui réduisent quelque peu la surface des paliers d'escalier. L'achèvement des travaux est donc reporté à mai 1985 et il est même question que l'institution prenne partiellement possession des locaux en attendant une livraison définitive⁵ (fig. 5).

Figure 5



Photographie datée de 1985, montrant l'immeuble atrium en cours de construction.

© Archives de l'Hôtel de Région.

- 15 En février 1985, il est décidé que le public n'aura accès qu'au rez-de-chaussée et que les étages seront réservés aux membres du personnel qui y ont leurs bureaux. L'installation des services est prévue fin avril, même si la finition des cages d'escalier, des revêtements muraux et des sols n'est pas achevée. Mme Meilhon, directrice de l'administration, estime que « cela permettrait d'être définitivement installés et organisés avant les vacances d'été et d'être opérationnels en septembre ». L'architecte signe l'achèvement de « l'hôtel des institutions régionales » le 2 avril suivant et l'immeuble atrium, qui abrite les bâtiments de l'administration, est finalement inauguré le 4 octobre 1985 en présence de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, par le président Alex Raymond qui déclare dans un entretien au *Moniteur* : « l'Hôtel de Région équipé et meublé nous a coûté moins de 85 millions de francs ».
- 16 La salle d'assemblée et ses annexes sont réalisées lors d'une deuxième tranche de travaux conduits avec la même célérité quelques années plus tard, sous la présidence de Marc Censi. Ces bâtiments, construits dans le même esprit que le précédent, sont mis en service à la fin de l'année 1991. Assurément, l'ordre chronologique suivi par ces deux tranches de travaux porte en soi un symbole fort : comme la conception d'un projet ne peut précéder son adoption, la salle où se prennent les décisions démocratiques est donc postérieure aux locaux où s'est élaborée leur mise en œuvre administrative⁶ (**fig. 6**). Les témoignages⁷ recueillis auprès des agents en fonction à l'époque concordent sur le fait que Jean-Pierre Estrampes et le maître d'ouvrage ont respecté le choix des élus. Deux tranches de travaux supplémentaires, mises en œuvre sous l'autorité de Martin Malvy, complètent le site : une extension, datée des années 2004 à 2008, dans le prolongement du boulevard du

Maréchal-Juin, pour abriter le pôle enseignement, formation, culture et sports. La seconde, qui abrite les nouveaux locaux de l'administration et qui jouxte le bâtiment d'origine, est achevée en 2011. Conduite par Jacques Munvez et Pierre-Luc Morel, elle s'inspire du mouvement brutaliste américain, donne toute sa place au béton et symbolise par « son aspect puissant, serein et silencieux » la force et la permanence de l'institution. Si les locaux réservés à l'administration s'agrandissent, en adéquation avec les nouvelles missions transférées par l'État à la collectivité locale, la salle d'assemblée, où s'exprime la démocratie, est restée inchangée.

Figure 6



Vue d'ensemble du bâtiment abritant la salle d'assemblée, hiver 2010.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

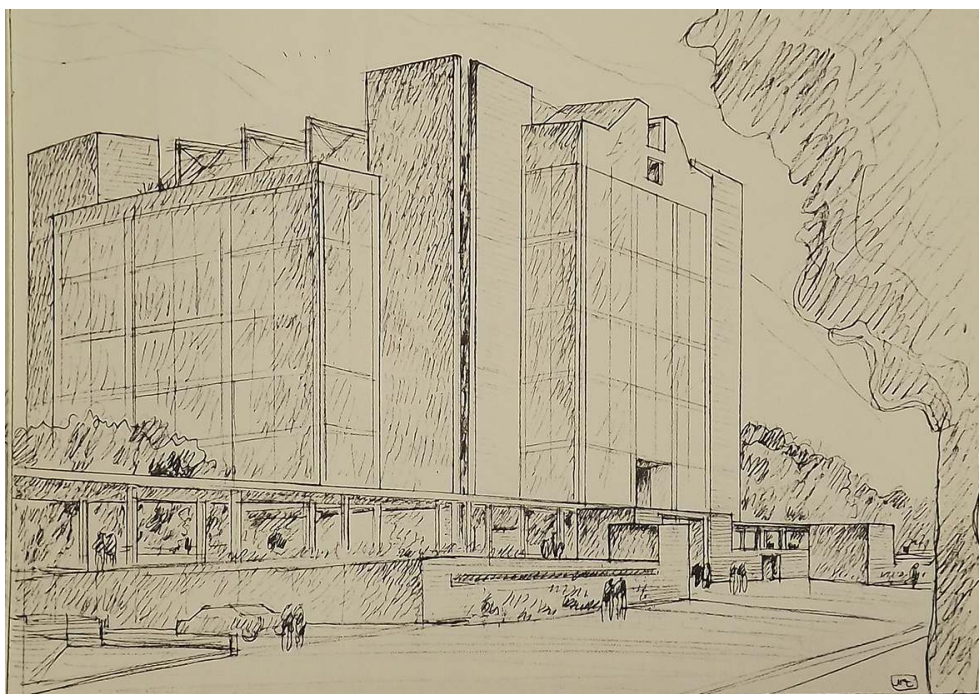
Le parti pris architectural

Un bâtiment institutionnel affirmé

- 17 Le bâtiment projeté devait être à l'image de la nouvelle institution : « résolument tournée vers l'avenir tout en sauvegardant et développant son originalité et son identité ». Sa façade urbaine constituée par les cours d'honneur surélevées et l'articulation avec la salle d'assemblée le signalent sans ambiguïté comme bâtiment public d'importance.
- 18 Le choix de l'architecte, Jean-Pierre Estrampes, était d'implanter le nouveau bâtiment en « façade sur Garonne », c'est-à-dire parallèlement au fleuve et au boulevard, pour initier la réconciliation de la ville avec son fleuve⁸. Ces contraintes ne correspondaient pas exactement aux limites de la propriété et il fallut non seulement procéder à des échanges de terrain avec la municipalité mais négocier avec elle la suppression de l'alignement qu'elle souhaitait. Ce problème réglé, le bâtiment, avec ses quatre tours, le long mur de brique masquant la cour d'honneur et ses douves, était conçu pour être immédiatement identifiable (**fig. 7**). De fait, l'hôtel de région demeure aisément repérable pour le passant

ou l'automobiliste qui quitte la rocade pour rejoindre le centre-ville. Mais ce dernier n'apparaît que par le cheminement à travers le porche d'entrée car il est masqué, le long de l'avenue du Maréchal-Juin, par le mur de brique qui ferme la cour d'honneur surélevée. Il s'agit là d'une volonté délibérée de l'architecte qui, au contraire, par un effet d'optique, met en évidence le bâtiment de l'assemblée, en réalité moins important. Une place en gradins augmente visuellement le volume. Il est séparé de la rue des Gallois par un fossé empierré qui récupère les eaux de pluie. L'architecte a symboliquement tracé une douve destinée à protéger l'institution alors encore très fragile⁹. Il réutilise donc dans son projet des éléments qui, s'ils ne caractérisent pas uniquement l'architecture des lieux de pouvoir dans le Midi languedocien, en permettent l'évocation dans l'inconscient collectif du public.

Figure 7



Esquisse du bâtiment principal dressée par Jean-Pierre Estrampes, vers 1983.

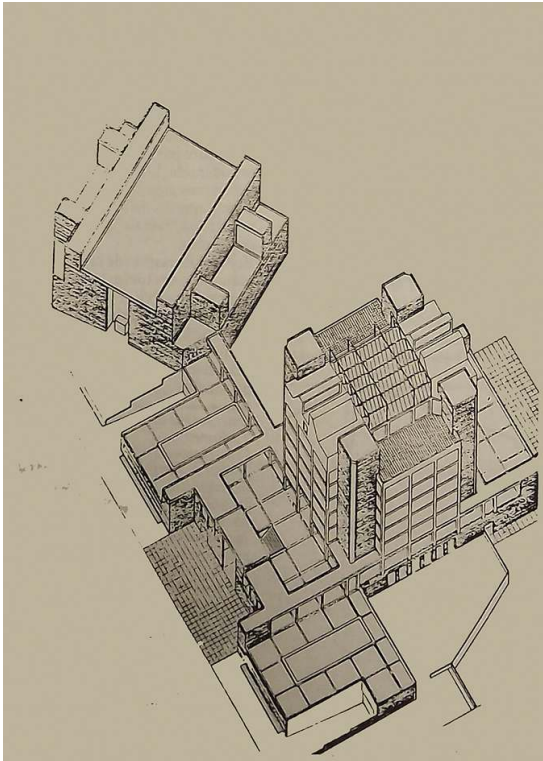
© Archives de l'Hôtel de Région.

- 19 Ainsi, comme le remarque *L'Officiel du bâtiment et des travaux publics de Toulouse et Midi-Pyrénées*¹⁰, l'hôtel des institutions régionales montre ouvertement qu'il est un bâtiment institutionnel. Au moment où les architectes travaillaient à désacraliser les édifices publics, l'architecture d'Estrampes, qualifiée de néo-classique, prend le contrepied et affirme par son plan rigide et structuré que le bâtiment ne doit pas être confondu « avec un lycée, une clinique ou un hôtel de tourisme ; il est l'image de la Puissance publique... régionale ! »¹¹.
- 20 Quelques années plus tard, en 1988, Ricardo Bofill achève la construction de l'hôtel de région de Montpellier, dont les références classiques sont plus affirmées encore. Mais, à la différence de ce dernier, le bâtiment de Toulouse est construit autour d'un atrium et surprend l'usager par l'impressionnant vide intérieur imperceptible du dehors.

Un immeuble rationnel, pratique et fonctionnel

- 21 Adapté à la fonction bien spécifique du projet, le bâtiment est opérationnel dans ses moindres détails d'aménagement. Il s'agit d'un bâtiment cubique haut de six étages, cantonné de quatre tours, qui s'organise autour d'un atrium coiffé d'une verrière. Il est précédé d'une cour d'honneur et d'un porche d'entrée avec des escaliers monumentaux, des colonnades et des pièces d'eau (**fig. 8**). Le niveau 0 est traité en rez-de-dalle. Au niveau inférieur sont installés des locaux de service, la cafétéria et les cuisines ainsi qu'un parc de stationnement qui se prolonge au sous-sol. La structure porteuse repose sur un système de poutres ancrées dans des fondations spéciales en raison de la proximité de la Garonne. Les planchers sont constitués de dalles de béton armé de 21 cm donnant une excellente isolation phonique. Ce système de poteaux sur une grande trame permet une grande flexibilité d'utilisation à partir de plateaux nus de 200 m² pouvant être divisés en salles de réunion, grands ou petits bureaux et dont les plafonds, masquant les gaines des fluides, ont une hauteur variable selon la destination des espaces.

Figure 8



Vue perspective du projet conçu par Estrampes avec les tours de circulation verticale aux angles et le rez-de-dalle faisant office de parvis (grisé).

© Archives de l'Hôtel de Région.

- 22 L'accès aux étages supérieurs se fait par les escaliers ou les ascenseurs logés dans les tours. À chaque étage, gaines, fils et canalisations diverses partent des tours et vont desservir les bureaux en passant le long des façades intérieures, dissimulés dans des coffrages amovibles en bois. Dans les salles de réunion et les grands bureaux, les gaines sont enfermées dans un caisson formant également diffuseur de lumière ambiante. Conçu selon les mêmes principes, le bâtiment qui abrite la salle d'assemblée possède un

amphithéâtre dont l'entrée se situe au niveau du rez-de-dalle et diverses salles de réunion qui occupent le niveau inférieur, accessibles depuis le parc de stationnement ou le patio aménagé entre les deux édifices.

- 23 Entre la salle d'assemblée et le bâtiment-atrium réservé à l'administration, l'architecte a construit un bâtiment de liaison qui abrite en partie basse des salles de réunion ou de réception¹². À l'étage, qui correspond au rez-de-dalle, sont aménagés les bureaux des élus, ainsi logés à mi-chemin de l'administration et de la salle des délibérations, en vis-à-vis du jardin public, à l'est, ou du patio paysagé, à l'ouest. Un appartement de fonction, destiné au président occupe l'étage supérieur¹³.
- 24 Estrampes a opté pour un bâtiment résolument moderne, pourtant inscrit dans « la continuité rassurante des racines culturelles¹⁴ ». Il utilise et réinterprète les formes régionales traditionnelles telles que cours intérieures, colonnades et galeries couvertes avec des matériaux contemporains (**fig. 9**). On est tenté de les comparer aux couverts dans les bastides ou aux galeries et patios de l'université du Mirail, construite sous l'égide de Georges Candilis (1913-1995) dans les années 1970. Évitant l'écueil d'une modernité impersonnelle, banale et froide d'un bâtiment de béton, il ose « une approche sensuelle » en proposant d'utiliser également des matériaux locaux : le bois massif, le granit, la pierre et le marbre ou encore la brique. Le choix des matériaux n'a cependant rien d'arbitraire, et leur emploi est déterminé, dans une logique de mise en forme, par leur destination. Ainsi, les joints de coffrage apparents du mur extérieur, épais de 18 cm, en béton banché, animent-ils la surface brute des élévations où se remarque la teinte plus sombre des panneaux en aluminium laqué et des menuiseries en aluminium anodisé qui ferment les ouvertures tandis que les briques pleines, matériau emblématique de la ville, formant parement, soulignent les tours.

Figure 9



Détail du parvis donnant sur la Garonne. La galerie couverte en béton, le calepinage de brique du porche d'entrée et le revêtement en marbre allient matériaux traditionnels et contemporains.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 25 La qualité des matériaux choisis vise aussi à réduire les coûts d'entretien du bâtiment dans le temps. Adapté à la fonction bien spécifique du projet, le bâtiment est opérationnel dans les moindres détails d'aménagement. Ainsi, l'architecte prévoit-il de distinguer les valeurs d'isolation des pièces en fonction de leur usage, considérant par exemple que certaines salles, comme le bureau du président, exigent un niveau d'isolation exceptionnel. De même, la circulation des personnes a-t-elle été conçue pour leur permettre de cheminer dans l'immeuble sans avoir recours aux éléments accessoires de la signalisation. On considère que les quatre tours sont des repères visuels assez forts pour être perceptibles depuis l'intérieur du bâtiment. Avec leurs parements de brique, elles permettent de se repérer à partir de tous les espaces de circulation du bâtiment. Trois cheminements distincts sont adaptés à la nature de ceux qui les empruntent. Les visiteurs et le public suivent depuis le porche les galeries extérieures, le personnel et les élus régionaux empruntent les coursives autour de l'atrium, le président et les personnalités montent directement de l'atrium au premier étage, visiblement conçu pour être celui du président et de son cabinet, par les escaliers centraux.

Favoriser la lumière naturelle, privilégier la circulation de l'air

- 26 Il est clairement affirmé dans plusieurs dossiers¹⁵ liés au projet que l'éclairage naturel favorise l'orientation du public et le confort des usagers. La lumière naturelle est donc privilégiée dans toutes les pièces. L'atrium est éclairé par une verrière dont l'ensoleillement peut être corrigé par un store intérieur et un système de brise-soleil orientable. Les escaliers, logés dans les tours, reçoivent directement la lumière par les vitres de l'angle extérieur abattu de la cage d'escalier. Dans les bureaux, l'éclairage direct a été modulé soit par la pose d'un film métallisé à l'intérieur du double vitrage, soit par la taille des fenêtres, dont les dimensions varient en fonction des pièces. Ainsi, si les pièces du rez-de-dalle sont largement vitrées, la luminosité ambiante est atténuée par les galeries de circulation extérieures¹⁶.
- 27 En ce qui concerne le chauffage et la ventilation, Jean-Pierre Estrampes prévoit une isolation de 30 % supérieure aux normes en vigueur avec le souci de diminuer la consommation de chauffage de l'ordre de 20 à 25 % en raison des apports solaires prévus. Il accorde un soin particulier à la circulation de l'air et à la ventilation sur l'ensemble de l'édifice et imagine ainsi que l'air chaud accumulé en partie haute de l'atrium soit récupéré par les 4 tours de distribution verticale et insufflé en partie basse, au pied des vitrages, pour chauffer le rez-de-dalle. De même, la partie centrale et creusée de l'atrium est utilisée les jours de chaleur en pièce d'eau pour rafraîchir l'air. On ne prévoit donc pas de climatisation dans les bureaux, privilégiant l'occultation des baies vitrées par des stores extérieurs et leur ouverture mécanique. On estime que les fonctionnaires de l'institution peuvent bien supporter une élévation de température pendant la période chaude¹⁷.

Des références américaines

- 28 Le Larkin Building (**fig. 10**), construit par Frank Lloyd Wright (1867-1959) en 1906 à Buffalo (New York) et démolé en 1950, avec son ossature métallique revêtue de briques et ses cages d'escalier aux quatre angles assurant la structure portante, est sans nul doute l'une des sources d'inspiration de l'architecte.

Figure 10



Le Larkin Building. Extrait de <http://www.buffalohistorygazette.net/2011/10/larkin-administration-building-of.html>.

- 29 Jean-Pierre Estrampes a toutefois atténué l'austérité rigide que Wright avait donnée à son immeuble par les escaliers monumentaux qui conduisent de l'atrium, planté d'arbres autour d'un bassin, au premier étage, et par les bacs végétalisés disposés aux quatre angles de chaque étage dont les plantes retombantes adoucissent l'espace (**fig. 11**). Dans ses premiers dessins (**fig. 12**), il se rapproche davantage de l'espace conçu en 1967 par John Calvin Portman Jr (1924-) pour l'hôtel Hyatt Regency d'Atlanta (Géorgie). C'est particulièrement évident lorsque l'on observe les premiers plans proposés. De même, le travail de Louis Kahn (1901-1974), soucieux du fonctionnalisme de ses édifices, qui a défini le concept d'espace servant et d'espace servi ou celui d'architecture creuse, qui a pour fonction d'intégrer les réseaux techniques dans des espaces ménagés dans l'épaisseur des murs ou des planchers, se retrouve dans le bâtiment construit par Estrampes : les bureaux et galeries ceinturant l'atrium sont servis par les tours qui assurent les circulations verticales et contiennent les gaines et les toilettes. Diplômé de la célèbre Cranbrook Academy of Art (Michigan) et ayant commencé sa carrière à Boston, Estrampes puise naturellement aux États-Unis certaines de ses références¹⁸.

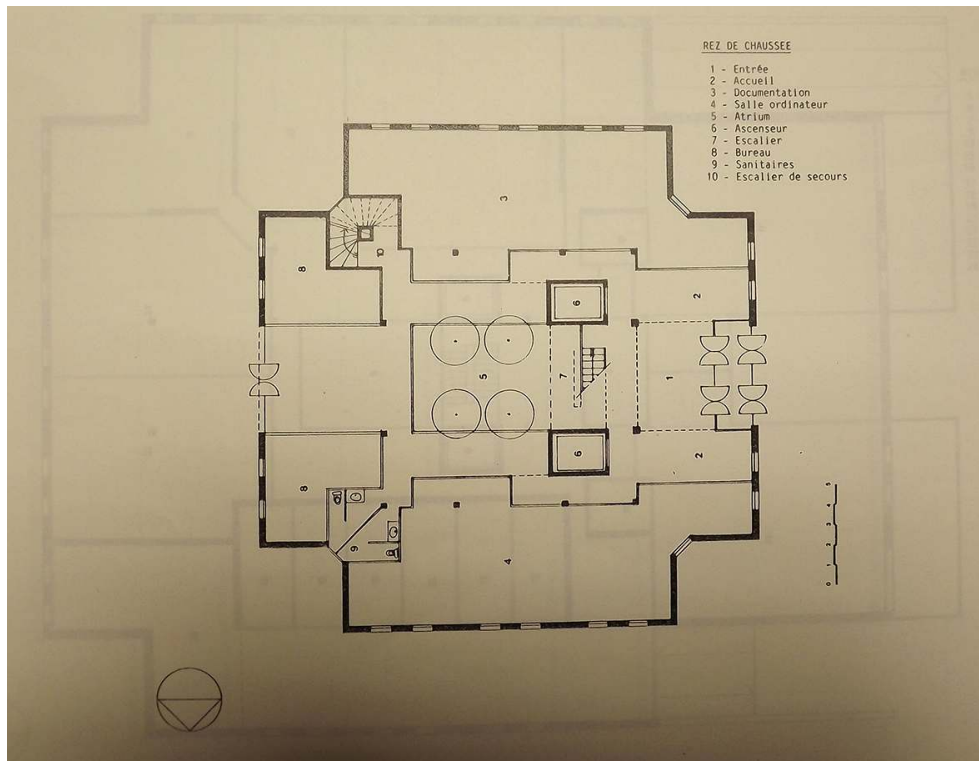
Figure 11



Vue d'ensemble de l'atrium.

Phot. Amélie Boyer. © Inventaire général, Région Occitanie.

Figure 12



Première esquisse de plan du rez-de-chaussée. La disposition primitive des ascenseurs et des escaliers d'accès fait référence au travail de John Portman pour l'hôtel Hyatt Regency d'Atlanta.

© Archives de l'Hôtel de Région.

Un immeuble clé en main

- 30 L'administration régionale a souhaité un édifice « prêt à exécuter », procédure dans laquelle l'architecte a le contrôle général de la maîtrise d'œuvre¹⁹. Cette méthode, peu courante dans les années 1980, présente l'avantage de confier les diverses responsabilités au maître d'œuvre, assurant la cohérence d'ensemble. Dans le contrat de vente²⁰, la société Manera s'engage à édifier et achever le bâtiment rendu en « état futur d'achèvement » et à y installer tous les équipements nécessaires à son usage. Les aménagements d'ordre pratique et souvent secondaires tels que vestiaires, équipement de cuisine, meuble-bar... ont été prévus pour assurer une mise en service immédiate après l'achèvement des travaux. La société est responsable de la maîtrise d'ouvrage, supervisant le projet de l'architecte et coordonnant l'intervention des entrepreneurs, techniciens ou hommes de l'art. Elle est désignée comme seule qualifiée pour donner les instructions nécessaires à la poursuite des travaux et pour procéder à la réception des ouvrages²¹.
- 31 Cette procédure, inusitée, soulève quelques réserves de la part de Jean-Paul Ourliac qui, dans une note à la direction générale des services, observe que « demander à un agent de l'administration de vérifier le travail de l'architecte peut être considéré par lui comme une remise en cause de ses qualités de concepteur ou un signe de défiance à l'égard de ses capacités à traduire la volonté de la Région ». C'est pourquoi il est jugé préférable que ce

travail nécessaire de vérification par des techniciens de l'institution soit effectué en collaboration avec l'architecte.

- 32 La décision de recourir à la procédure dite de « vente en état futur d'achèvement » a fait l'objet d'un recours des syndicats de l'Architecture de la Haute-Garonne et conduit à une annulation de cette dernière par le tribunal administratif²², confirmée par un arrêt du Conseil d'État dit « arrêt Région Midi-Pyrénées » du 8 février 1991 qui a fixé la jurisprudence sur les conditions de légalité de cette procédure à l'initiative des collectivités publiques.
- 33 Même si elle fut déclarée illégale, cette décision semble finalement avoir été efficace, si l'on se fonde sur l'examen d'un document unique établi par la société Manera, considéré à la fois comme dossier d'architecte et dossier d'exécution, car les appels d'offres ont pu être lancés dans des délais très courts avec l'assurance d'un rapport qualité-prix favorable au conseil régional.
- 34 Pour éviter divers désagréments, juger de l'harmonie des peintures et des vis-à-vis qu'auront les bureaux entourant l'atrium, il est proposé de concevoir des bureaux témoins donnant aux techniciens de l'institution un aperçu des prestations finies²³. On décide de réaliser et de meubler un bureau de secrétariat et d'offrir, pour les bureaux de direction, un choix d'ameublement plus large.
- 35 Le mobilier destiné à équiper les bureaux et les salles de réunion, sélectionné parmi les créations des meilleurs designers du moment, contribue à souligner la modernité de l'institution régionale. Fauteuils, canapés et tables basses sont signés Gae Aulenti (1927-2012), Mies van der Rohe (1886-1969), Tobia Scarpa, Jim Eldo ou encore Eero Saarinen (1910-1961), Charles Eames (1907-1978) ou Bruce Burdick. Avec ce parti pris, conforme d'ailleurs au projet d'ensemble, l'architecte donne l'occasion au conseil régional de répondre aux aspirations du ministère de la Culture, sous l'égide de Jack Lang, de revivifier l'industrie française du meuble alors en déclin. Plusieurs éléments du mobilier sont fournis par des éditeurs de renom dont Knoll (**fig. 13**) mais il est aussi demandé à des entreprises industrielles, des artisans et des distributeurs régionaux de produire une ligne de mobilier régional spécifique, qui affirme, en contrepoint des meubles « griffés » de créateurs renommés, son identité et expose le savoir-faire local dans des objets plus simples, ordinaires (**fig. 14**) ?

Figure 13



Mobilier Straford dans un bureau de l'hôtel de Région.
 Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

Figure 14



Console en marbre dans l'atrium.
 Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 36 Les lustres et luminaires qui meublent les salles de réunion ou les espaces publics ont fait l'objet d'une attention particulière²⁴ (**fig. 15**). Ces derniers ont d'ailleurs reçu le nom de lieux de la région : le parvis Sidobre, le salon Garonne, les salles Comminges, Causses ou

encore Albigeois. La toponymie interne de l'hôtel de région fait donc référence à la variété des terroirs de Midi-Pyrénées.

Figure 15



Détail d'un luminaire dans le hall d'entrée de l'hôtel de Région.
Phot. Amélie Boyer, 2016. © Inventaire général, Région Occitanie.

La commande d'une œuvre d'art

- 37 Au mois de juillet 1985, la commission d'appel d'offres du conseil régional valide la commande d'une sculpture monumentale dans le cadre du « 1 % de décoration des constructions publiques ». Le choix du sculpteur Michelangelo Pistoletto²⁵ pour cette œuvre s'explique par le fait que le conseil régional soutenait la politique définie par le Fonds régional pour l'Art contemporain (FRAC) et qu'il favorisait alors l'acquisition d'œuvres de jeunes artistes du sud de l'Europe, en partenariat avec l'axe méditerranéen. Pistoletto propose une sculpture en marbre noir des Pyrénées. Elle est conçue pour être installée en porte-à-faux sur sa base rectangulaire. Une importante structure métallique placée à l'intérieur de la matière sert à maintenir la sculpture sur son socle et à contrebalancer le poids des volutes l'une sur l'autre. Le matériau est travaillé au ciseau ou à la gradine, la plupart du temps dans un geste ample, dessinant par endroits de larges balafres et des accidents. L'emplacement définitif de cette sculpture, inaugurée le 3 décembre 1985 par Alex Raymond, président du conseil régional, et Jack Lang, ministre de la Culture, fit l'objet de nombreuses polémiques. L'œuvre fut donc installée devant l'entrée du conseil régional, l'artiste ayant souhaité une « conversation » entre l'architecture et la sculpture. En 2002, une fissure menaçante provoquée par son poids dans le sol du rez-de-chaussée entraîne une restauration malencontreuse de l'œuvre et

son démontage temporaire. Dès 2007, il est demandé à l'artiste d'établir l'ensemble des préconisations afin de procéder à sa réinstallation au pied du bâtiment du conseil régional. Le restaurateur Alberto Casciani se charge de sa consolidation et de sa protection et prévoit son emplacement définitif. L'œuvre restaurée est inaugurée en juin 2009 (**fig. 16**).

Figure 16



Le Génie du Temps, sculpture, Michelangelo Pistoletto.
Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

Les extensions contemporaines et leur décor

- 38 Au fil des années, le développement des missions de la région a nécessité de louer des bureaux supplémentaires dans divers immeubles toulousains. La multiplication des loyers a conduit les élus à privilégier la construction de nouveaux bâtiments dont l'institution serait propriétaire, réalisant ainsi une économie substantielle dans son budget de fonctionnement. Surnommées HR2 et HR3, deux extensions complètent aujourd'hui l'hôtel des institutions régionales conçu par Jean-Pierre Estrampes.
- 39 La première, inaugurée en 2009 (**fig. 17**), s'intègre dans un programme immobilier de bureaux standard et ne présente aucune originalité architecturale. Le bâtiment, construit par l'agence d'architectes Jérôme de Boisseson, Jean-Michel Dumas, Philippe-Victoire de Vilmorin et associés, haut de 4 étages, s'organise en équerre le long de la rue. Des piliers porteurs soutiennent de larges plateaux sur lesquels les bureaux rejetés vers l'extérieur sont séparés par des couloirs de circulation ou par des cloisons amovibles, métalliques ou vitrées. Les élévations extérieures, recouvertes d'un parement de briques,

sont largement ouvertes sur la rue pour faciliter l'éclairage des bureaux. Un brise-soleil en métal inox est accroché dans l'angle sud-ouest et sur l'élévation sud

Figure 17



Le bâtiment HR2.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 40 La seconde, achevée en 2011, est plus remarquable. Avec son architecture cubique de béton brut et ses larges baies vitrées, elle se réfère au bâtiment d'origine dont elle reprend les principes : piliers porteurs, plateaux larges redécoupés en bureaux par des cloisons légères. Jacques Munvez et Pierre-Luc Morel ont conçu un bâtiment allongé, inférieur de trois niveaux à celui d'Estrampes mais qui déborde de façon impressionnante face à la Garonne, en surplombant le mur de clôture recouvert de briques. Desservis par des couloirs de circulation aveugles, les bureaux, plus étroits que dans le bâtiment primitif, sont largement ouverts sur l'extérieur par des baies vitrées et sont répartis dans trois corps de bâtiments parallèles, séparés par des cours intérieures (**fig. 18**).

Figure 18



Le bâtiment HR3.

Phot. Amélie Boyer. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 41 Au rez-de-dalle, dans une grande salle de réception, les murs de béton brut ont été ornés de 12 panneaux rectangulaires transparents sur lesquels sont inscrits des textes et des dessins signés par le poète et plasticien Serge Pey. Inaugurée en juin 2012, l'œuvre est très engagée autour du thème de la Liberté. Elle rend hommage aux hommes et aux femmes qui ont traversé l'histoire de la littérature en Midi-Pyrénées : Olympe de Gouges, Lautréamont, le cardinal Saliège qui, sous l'Occupation prit position contre la déportation des juifs, ou Federica Montseny Mañé, catalane, première femme ministre d'Europe, morte à Toulouse (**fig. 19**).

Figure 19



L'artiste Serge Pey, explicite son œuvre au moment de l'inauguration en 2012.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 42 Si vingt-sept ans séparent la création du bâtiment principal de l'hôtel de région et cette extension dite « HR3 », celle-ci semble pourtant bien se situer dans sa directe continuité et reprendre le message que Jean-Pierre Estrampes avait inscrit dans son architecture : donner de l'institution une image puissante et sereine, montrer qu'elle est résolument tournée vers son temps mais reste profondément attachée à ses racines languedociennes. C'est ce que nous révèlent le choix des matériaux, l'ameublement du bâtiment « Estrampes » et que soulignent sur les murs de béton du bâtiment « Munvez » les artistes immortalisés par Serge Pey.

La constitution d'une collection publique

- 43 Plusieurs éléments décoratifs ont été livrés avec le bâtiment en 1985. Peu à peu, d'autres œuvres d'art sont venues orner les murs de l'hôtel de région. Les premières furent mises en dépôt par le Fonds régional d'Art contemporain mais elles furent restituées en 1999, à l'exception d'une peinture d'Albert Bitran (1929-) dans la salle Gascogne, en contrebas de la salle d'Assemblée (fig. 20) et d'un tableau de Pierre Igon (1922-2006), placé dans le bureau du directeur général des services. Certaines ont été acquises par le conseil régional comme la tapisserie *Sengho*, signée Aboulaye M'Diaye, accrochée dans la salle des pas perdus, achetée par le président Malvy en 2009 lors d'un voyage au Sénégal. D'autres furent offertes à l'institution comme le paysage sur bois qu'une délégation russe offrit au président Censi dans les années 1990. Il convient de signaler que toutes ne sont pas

encore clairement documentées, en particulier en ce qui concerne leur installation dans les locaux de l'institution.

Figure 20



Peinture sans titre, Albert Bitran.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 44 En 1991, au moment de l'inauguration de la salle d'assemblée, le sculpteur Étienne Hajdu (1907-1996) fait don d'un relief en cuivre rouge martelé, *Combat d'avions*, constitué de quatre éléments assemblés par soudure recouverts d'une patine noire. Arrivé à Paris en 1927, élève d'Antoine Bourdelle à l'académie de la Grande Chaumière puis de Paul Niclausse à l'École nationale des arts décoratifs, ce sculpteur a travaillé entre 1941 et 1945 dans une usine d'aluminium à Tarascon-sur-Ariège puis dans une marbrerie de Bagnères-de-Bigorre. C'est en souvenir de cette période de sa carrière que l'artiste a offert cette sculpture à la région (fig. 21).

Figure 21

Relief *Combat d'avions*, Étienne Hajdu.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

- 45 Une série de paysages de Midi-Pyrénées, œuvre du peintre chinois Li Jinyuan, ornent aujourd'hui plusieurs salles de l'institution. À l'invitation du conseil régional, il a séjourné en Midi-Pyrénées du 5 septembre 1995 au 6 février 1996. À partir de nombreux clichés photographiques et de croquis pris sur le vif, il élabore les œuvres qu'il donne à la région en 1996.
- 46 Depuis les années 2000, dans le cadre de la mise en œuvre du « 1 % artistique », la région Midi-Pyrénées invite les artistes lauréats à déposer un échantillon ou une maquette de l'œuvre destinée à orner un établissement dont l'institution est maître d'œuvre. Ainsi l'hôtel de région conserve-t-il plusieurs œuvres qui témoignent de la création contemporaine soutenue par la collectivité publique (fig. 22).

Figure 22



Maquette de la sculpture *l'arbre qui pleure*, Laurent Perbot, œuvre du 1 % du lycée Stéphane-Hessel à Toulouse.

Phot. Philippe Poitou. © Inventaire général, Région Occitanie.

Conclusion

- 47 Les bâtiments du conseil régional ont désormais trente ans et avec les usages, certains espaces ont évolué, en particulier le premier étage, où Jean-Pierre Estrampes avait placé le bureau du président afin qu'il soit à proximité des administrés. Ce niveau est désormais dévolu à divers services administratifs, notamment ceux en charge de la communication de l'institution ; le bureau du président et ceux de son cabinet ont été transférés au sixième étage et occupent l'espace initialement prévu pour deux salles de réception et deux terrasses dominant la ville. D'aucuns pourraient y voir un éloignement de l' élu de ses électeurs car l'accès est moins aisé mais il semble que cette décision, prise au milieu des années 1990, ait été motivée par des raisons pratiques²⁶. Le bureau présidentiel est devenu une salle de réunion.
- 48 Dans les faits, les locaux conçus par Estrampes n'ont subi que des modifications structurelles marginales. Ils connaissent depuis quelques années des travaux de rénovation de mise aux normes inhérents aux contraintes de sécurité et aux nécessités de service. Les moquettes ont été en partie remplacées par des sols plastiques, plus faciles d'entretien, les revêtements muraux ont été rafraîchis. Le restaurant administratif et les locaux du rez-de-chaussée ont été transformés il y a maintenant deux ans afin de les rendre plus conviviaux et plus confortables. C'est sans doute la plus importante depuis l'achèvement de la dernière tranche, en 2011. Il est encore trop tôt pour connaître les

conséquences architecturales que la fusion des régions pourrait avoir sur le bâtiment. Les assemblées délibérantes ne siègent plus pour l'instant dans les salles prévues à cet effet en raison du manque de place mais le choix qui a été fait par les élus est de maintenir deux sites administratifs et de rapprocher la nouvelle collectivité des territoires en créant des « maisons de la Région ».

BIBLIOGRAPHIE

Archives

Archives municipales de Toulouse,

Archives de l'hôtel de région, 17 SCAA 35, 17 SCAA 36, 17 SCAA 37, 27 SCAA 16.

Ouvrages

BROCHARD, Antoine. « Les hôtels de région. Architectures républicaines à l'aune de la décentralisation ». Dans MONNIER, Gérard, COHEN, Évelyne (dir.). *La République et ses symboles : un territoire de signes*. Paris : Publications de la Sorbonne, 2014.

HANNEBERT, Jean-Yves. « Décentralisation : nouvelle donne pour les bâtiments publics ? ». *Techniques et Architecture*, mars 1984, p. 45-47.

MONNIER, Gérard. *L'Architecture moderne en France. Tome 3, De la croissance à la compétition, 1967-1999*. Paris : Picard, 2000.

SCULLY, Vincent J. Jr. *Franck Lloyd Wright*. New York : G. Braziller, coll. « The masters of World Architectures Series », 1960.

Travaux universitaires

MANSOUR, Pascale. *Réalité du 1 % en région Midi-Pyrénées (1981-2003)*. Mémoire de maîtrise, UTM, département d'histoire de l'art.

Articles

« Les régions dans leurs murs ». *Le Moniteur*, 18 juillet 1986, p. 44-53.

« Un toit pour la Région, l'hôtel des institutions régionales ». *L'Officiel du bâtiment et des travaux publics de Toulouse et Midi-Pyrénées*, n° 170, juin 1984, p. 21-27.

« Le conseil régional à la “ Croix du Sud ” ». *La Dépêche du Midi*, 29 juin 1982.

« Le conseil régional dans ses meubles ». *La Dépêche du Midi*, 25 avril 1985.

« Un jour une œuvre ». Dans le nouvel *Atrium* n°34, février 2010, p. 8.

Veilleur de Jour. Catalogue d'exposition des peintures de Li Jinyuan en Midi-Pyrénées, textes et poèmes de Benoît Vermander. S. l. : 1996.

NOTES

1. - Voir sur le site : https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000000876392 [consulté le 23/01/2018].
2. - Archives de l'hôtel de région, Toulouse, boîte 17 SCAA 2.
3. - Archives de l'hôtel de région, Toulouse, boîte 17 SCAA 38.
4. - C'est le cas de Jacques Metzler qui, le 19 juillet 1982, fait part de sa candidature soit en ingénierie et coordination en association avec le cabinet Bousquet, Suarez et Tassera, soit en simple coordination (Archives de l'hôtel de région, Toulouse, boîte 17 SCAA 2).
5. - Il n'est pas facile de trouver de références de cet attentat dans la presse et la tradition laisse entendre qu'il fut commandité par le milieu indépendantiste occitan. Même le communiqué de presse publié par le conseil régional reste vague : « L'immeuble qui devait accueillir dans deux mois le conseil régional de Midi-Pyrénées a été la cible d'un attentat autant incompréhensible que criminel car il aurait pu tuer ou blesser des personnes (...) » (Archives de l'hôtel de région, Toulouse, boîte 17 SCAA 33).
6. - En attendant la construction de la salle dédiée, les séances de l'assemblée régionale se tiennent dans l'amphithéâtre de l'École nationale supérieure de l'aéronautique.
7. - Les témoignages oraux de plusieurs personnes en fonction à l'hôtel de région lors de son inauguration ont été recueillis pour vérifier ces informations.
8. - Alors que sur la rive droite de la Garonne, les quais sont protégés par de puissantes murailles de brique destinées à contenir les crues de la rivière, Estrampes projette une esplanade ou un parvis incliné qui descendrait jusqu'au bord du fleuve.
9. - Le dossier, conservé dans les archives du conseil régional, précise que la sécurité du bâtiment est assurée de manière passive par le choix architectural d'un immeuble surélevé sur un niveau formant socle. Le mur de ce niveau constitue par sa hauteur, avoisinant les 4 m, un obstacle naturel.
10. - « Un toit pour la Région, l'hôtel des institutions régionales ». *L'Officiel du bâtiment et des travaux publics de Toulouse et Midi-Pyrénées*, n° 170, juin 1984, p. 21 à 27.
11. - Avant-projet d'étude pour la construction de l'hôtel des institutions régionales sur le site de la Croix du Sud (Archives de l'hôtel de région, boîte 17 SCAA 37).
12. - Les cloisons amovibles permettent d'adapter les salles aux différents besoins de l'institution.
13. - Depuis 1986, seul Dominique Baudis, qui présida la région jusqu'en 1988, fut toulousain.
14. - Le choix des matériaux listés dans l'avant-projet, briques, pierre marbrière régionale, a été maintenu dans le projet final et même étendu pour donner une plus grande homogénéité à l'architecture du bâtiment. La volonté du commanditaire de soigner ces prestations vise à clairement distinguer l'hôtel des institutions régionales d'un quelconque immeuble de bureaux.
15. - Avant-projet d'étude pour la construction de l'hôtel des institutions régionales sur le site de la Croix du Sud (Archives de l'hôtel de région, boîte 17 SCAA 37).
16. - Malgré cela, le directeur des services, Jean-Paul Ourliac, remet en question l'éclairage des bureaux intérieurs qui donnent sur l'atrium, craignant que certains ne soient obligés de travailler en lumière artificielle toute la journée.
17. - La climatisation sera toutefois installée dans les années 1990.
18. - Jean-Pierre Estrampes a créé à Toulouse un atelier d'architecture dont la forme juridique et le statut ont évolué au fil du temps. Cette importante agence dispose de nombreuses références, notamment en matière de projets publics institutionnels. Il a enseigné à l'école d'architecture de Montpellier et de Toulouse. Depuis 1995, il est associé et co-gérant de l'agence « Architecture du T » qui conçoit essentiellement des maisons individuelles contemporaines.

19. - Prévue par le décret n° 73-207 du 28 février 1973 relatif aux conditions de rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture remplies pour le compte des collectivités publiques par des prestataires de droit privé, cette procédure intitulée « Mission M1 » est à l'époque assez peu utilisée.
20. - Archives de l'hôtel de région, Toulouse, boîte 17 SCAA 2.
21. - *Ibid.*
22. - Jugement du 30 janvier 1984.
23. - Courrier de la société Manera à l'architecte Estrampes, du 13 juin 1984 (Archives de l'hôtel de région, 17 SCAA 37).
24. - Si les luminaires ont pour la plupart été conservés, seule une partie du mobilier d'origine subsiste dans les bureaux. En effet, les nouveaux locaux sont équipés d'un mobilier standardisé, conforme aux usages contemporains.
25. - Né en 1933 à Biella (Italie) Michelangelo Pistoletto est associé à l'*Arte povera* avec des œuvres comme *La Mappemonde* (1966-1968) ou *La Vénus aux chiffons* (1967).
26. - La décision en revient au président Marc Censi, en 1995.
-

RÉSUMÉS

L'hôtel de région de Midi-Pyrénées, à Toulouse, est l'un des premiers à avoir vu le jour sur le territoire national au milieu des années 1980. Une fois la décision prise de construire un bâtiment neuf, qui affirme la fonction et la modernité de l'institution, on confia à Jean-Pierre Estrampes, formé aux États-Unis, la conception d'un immeuble fonctionnel. Si les références à l'architecture américaine sont évidentes, l'emploi délibéré de matériaux locaux prouve que les élus et le concepteur souhaitent aussi ancrer l'édifice dans le terroir. Deux extensions récentes (2009 et 2011) complètent aujourd'hui l'hôtel des institutions régionales. Conçues par Jérôme de Boisseson, Jean-Michel Dumas, Philippe-Victoire de Vilmorin pour la première et Jacques Munvez et Pierre-Luc Morel pour la seconde, elles permettent l'accueil des personnels en charge des nouvelles missions de l'administration régionale. Construits depuis plus de trente ans, certains espaces du conseil régional ont connu de nouveaux usages mais dans les faits, les locaux conçus par Jean-Pierre Estrampes n'ont subi que des modifications structurelles marginales. Ils connaissent depuis quelques années des travaux de rénovation de mise aux normes inhérents aux contraintes de sécurité et aux nécessités de service.

The 'hôtel de région' at Toulouse, an administrative centre for the newly created Midi-Pyrénées region, is one of the first of such buildings to be established in France in the mid-1980s. It was decided to create a new building which would affirm the meaning and modernity of the institution. Jean-Pierre Estrampes, an architect trained in the United States, was commissioned to design a functional building. If the references to American architecture are obvious, the deliberate use of local building materials suggests that the politicians and the architect also wanted to anchor the building in its regional context. Two recent extensions (2009 and 2011) today complete this building designed for regional institutions by Estrampes. These extensions are the works of Jérôme de Boisseson, Jean-Michel Dumas and Philippe-Victoire de Vilmorin for the first, and Jacques Munvez and Pierre-Luc Morel for the second. Together, they accommodate staff in charge of the new missions of the regional administration. Built more than thirty years ago, certain parts of the centre have witnessed new uses but the premises originally designed by

Jean-Pierre Estrampes have only seen marginal structural alterations. For some years now, work has been carried out to bring the building up to contemporary safety and service requirements.

INDEX

Keywords : brutalism, Toulouse, public architecture, Hôtel de région, Jean-Pierre Estrampes, artistic one per cent

Mots-clés : Brutalisme, Toulouse, architecture publique, Hôtel de région, Jean-Pierre Estrampes, un pour cent artistique

AUTEUR

ROLAND CHABBERT

Conservateur du patrimoine, service Connaissance et Inventaire des Patrimoines, direction de la Culture et du Patrimoine Roland.CHABBERT@laregion.fr